

Géoconfluences | Cartographier les circulations migratoires: les réfugiés syriens

La guerre déclenchée en mars 2011 en Syrie a donné lieu à d’importants flux migratoires dirigés principalement vers les pays voisins. L’Union européenne en a accueilli une petite part, mais la cartographie associée à ce qu’on a appelé improprement la « crise des migrants » a largement contribué à exagérer fortement ces flux. Cet article propose des pistes pour sortir de l’impasse cartographique, à partir d’une représentation fine de trajectoires individuelles de personnes exilées.

Comment cartographier les circulations migratoires? Quelques pistes de réflexions à partir du cas des exilés syriens

David Lagarde

La guerre déclenchée en mars 2011 en Syrie a donné lieu à d’importants flux migratoires dirigés principalement vers les pays voisins. L’Union européenne en a accueilli une petite part, mais la cartographie associée à ce qu’on a appelé improprement la « crise des migrants » a largement contribué à exagérer fortement ces flux. Cet article propose des pistes pour sortir de l’impasse cartographique, à partir d’une représentation fine de trajectoires individuelles de personnes exilées.

Sommaire

1. [Des cartes anxiogènes pour illustrer l’ampleur de la crise](#)
2. [Privilégier des échelles d’analyse plus fines](#)

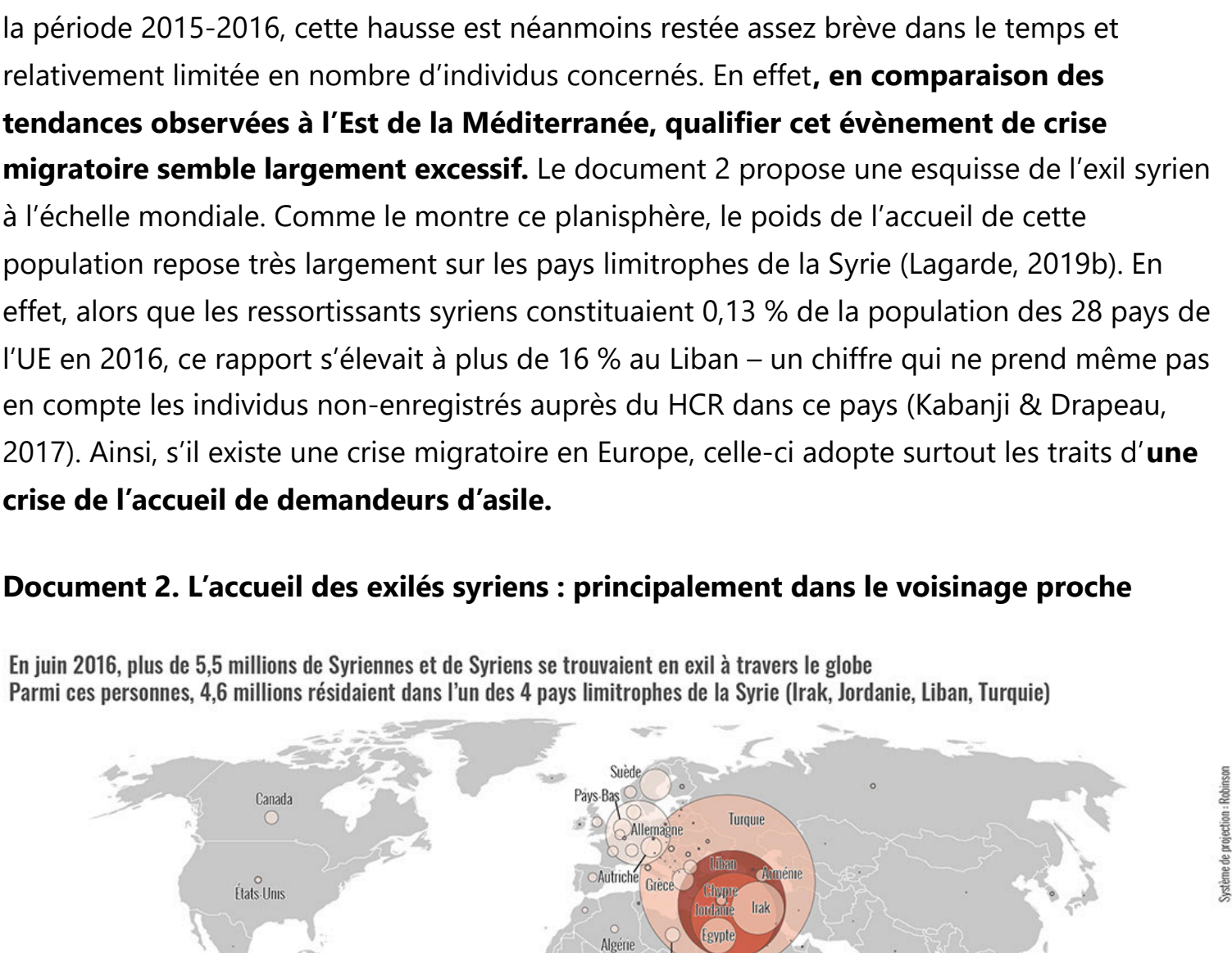
En mars 2011, après plus de quarante ans de règne sans partage sur la Syrie, le clan al-Assad fait face à un mouvement insurrectionnel qui s’étend rapidement à des pans entiers du territoire syrien. Dès les premières manifestations, les forces du régime tentent de mater le soulèvement par la violence. À partir du mois d’avril, quelques milliers de personnes fuyant la répression commencent à traverser les [frontières](#) pour trouver refuge dans les pays limitrophes. Au cours des années suivantes, à mesure que le conflit s’enlise et gagne en intensité, les départs augmentent de manière exponentielle et l’exil s’inscrit dans la durée. En juin 2014, l’ampleur de l’exode est telle que plus de 3 millions de Syriennes et de Syriens sont enregistrés auprès du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations-Unis (HCR) dans les principaux espaces d’accueil du Moyen-Orient (document 1).

Document 1. En 2014, les pays du Moyen-Orient face à une augmentation importante du nombre de réfugiés



Comme nous le verrons dans la première partie de cet article, la cartographie a joué un rôle important dans le traitement de cet épisode migratoire, en venant renforcer un argumentaire politique et médiatique propice à alimenter les angoisses d’invasion au sein de l’opinion publique européenne. Au regard de ce constat, cette contribution entend proposer une cartographie « alternative » de cette prétendue crise des réfugiés. Je propose pour cela de centrer mon propos sur le cas spécifique de l’exode syrien – qui a largement contribué à alimenter les flux vers l’Europe – et de déplacer la focale sur le Moyen-Orient, véritable épicentre de ce déplacement de population. La seconde partie permettra de mettre en exergue les conséquences de la fermeture des frontières sur les dimensions spatiales, sociales et temporelles des itinéraires empruntés par les exilés en provenance de Syrie et désireux de trouver refuge à l’étranger. Je mobiliserai pour cela le matériau narratif collecté entre 2013 et 2016 auprès de réfugiés installés en Jordanie et en Allemagne. Ces lignes s’inscrivent en ce sens dans le prolongement de travaux récents, proposant une lecture cartographique plus humaine, mais surtout plus conforme aux réalités politiques, économiques, sociales et spatiales qui sous-tendent les phénomènes migratoires contemporains (Mekdjian *et al.*, 2014 ; Bacon, 2016 ; Bacon *et al.*, 2016 ; Collectif Migreurop, 2017 ; Casas-Cortes et Cobarrubias, 2018, Dujmovic, 2019).

Photographies 1 et 2. Amman et Zaatari en Jordanie



1. Des cartes anxiogènes pour illustrer l’ampleur de la crise

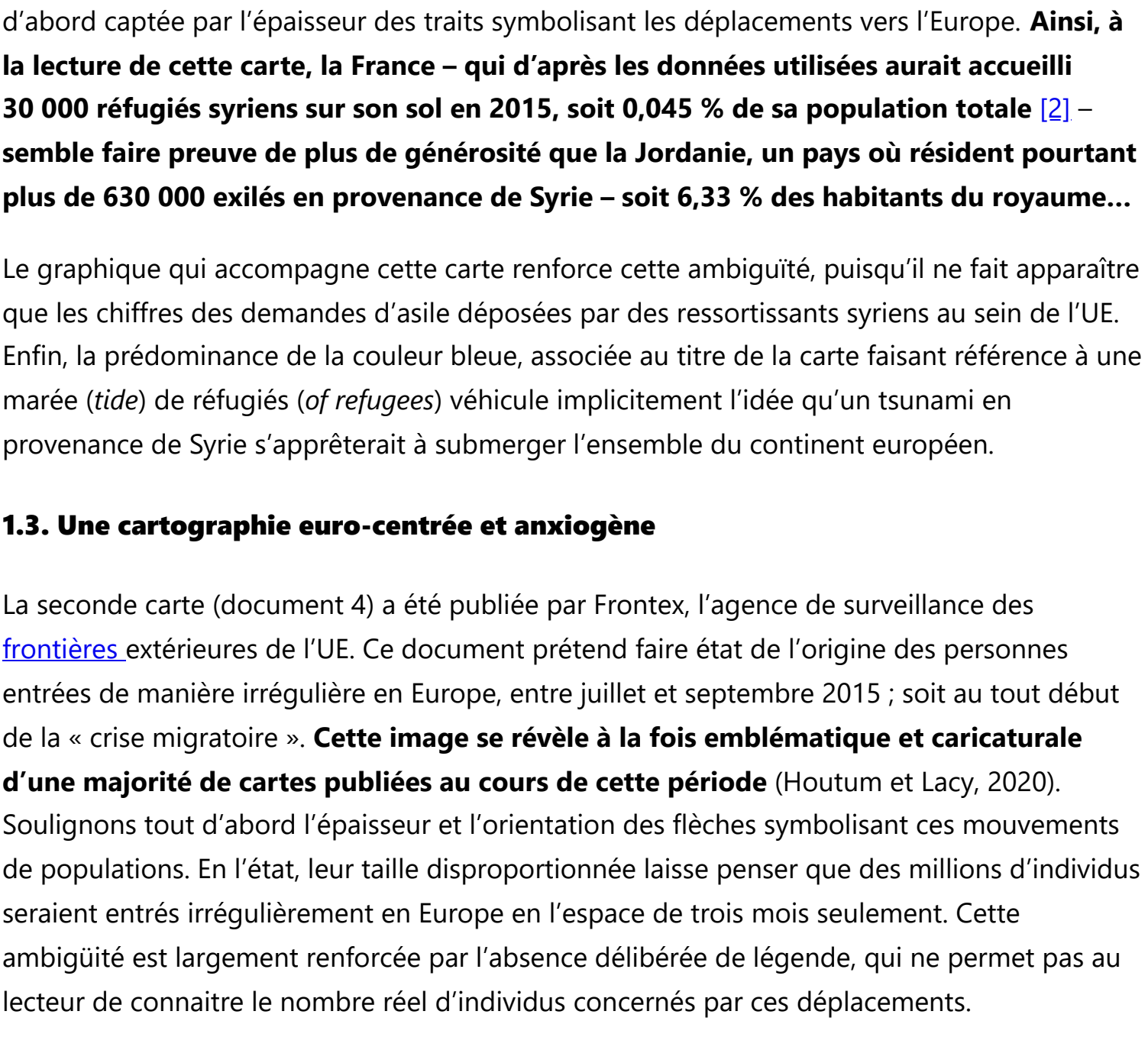
En dépit des nombreuses cartes véhiculant l’idée d’un afflux massif de réfugiés vers l’Europe, seule une minorité d’exilés syriens ont trouvé refuge dans l’un des 28 pays de l’UE durant la crise de 2015-2016.

1.1. Une nécessaire mise en perspective de la « crise des réfugiés »

Selon Eurostat, l’agence de statistiques de la Commission européenne, environ **1,2 million de demandes d’asile ont été enregistrées durant toute l’année 2015 en Europe ; un chiffre deux fois plus élevé qu’au cours de l’année précédente**. Parmi ces requérants, les ressortissants syriens constituaient de loin la nationalité la plus représentée, avec 360 000 dossiers déposés. Cette augmentation soudaine des flux vers l’Europe a fait suite à la décision du gouvernement allemand de suspendre temporairement le [règlement de Dublin \[1\]](#), qui prévoit le renvoi des demandeurs d’asile vers leur pays d’entrée dans l’UE. Par la suite, si le nombre de demandes déposées est resté relativement stable en 2016, la signature du « [Pacte migratoire UE-Turquie](#) » a eu un effet direct sur le nombre de nouvelles entrées. Pour l’ensemble de l’année 2017, le nombre total de requérants est retombé à environ 700 000 personnes, pour retrouver peu ou prou son niveau d’avant 2015.

Si ces statistiques témoignent d’une augmentation des flux soudaine et soutenue au cours de la période 2015-2016, cette hausse est néanmoins restée assez brève dans le temps et relativement limitée en nombre d’individus concernés. En effet, **en comparaison des tendances observées à l’Est de la Méditerranée, qualifier cet évènement de crise migratoire semble largement excessif**. Le document 2 propose une esquisse de l’exil syrien à l’échelle mondiale. Comme le montre ce planisphère, le poids de l’accueil de cette population repose très largement sur les pays limitrophes de la Syrie (Lagarde, 2019b). En effet, alors que les ressortissants syriens constituaient 0,13 % de la population des 28 pays de l’UE en 2016, ce rapport s’élevait à plus de 16 % au Liban – un chiffre qui ne prend même pas en compte les individus non-enregistrés auprès du HCR dans ce pays (Kabanji & Drapeau, 2017). Ainsi, s’il existe une crise migratoire en Europe, celle-ci adopte surtout les traits d’**une crise de l’accueil de demandeurs d’asile**.

Document 2. L’accueil des exilés syriens : principalement dans le voisinage proche

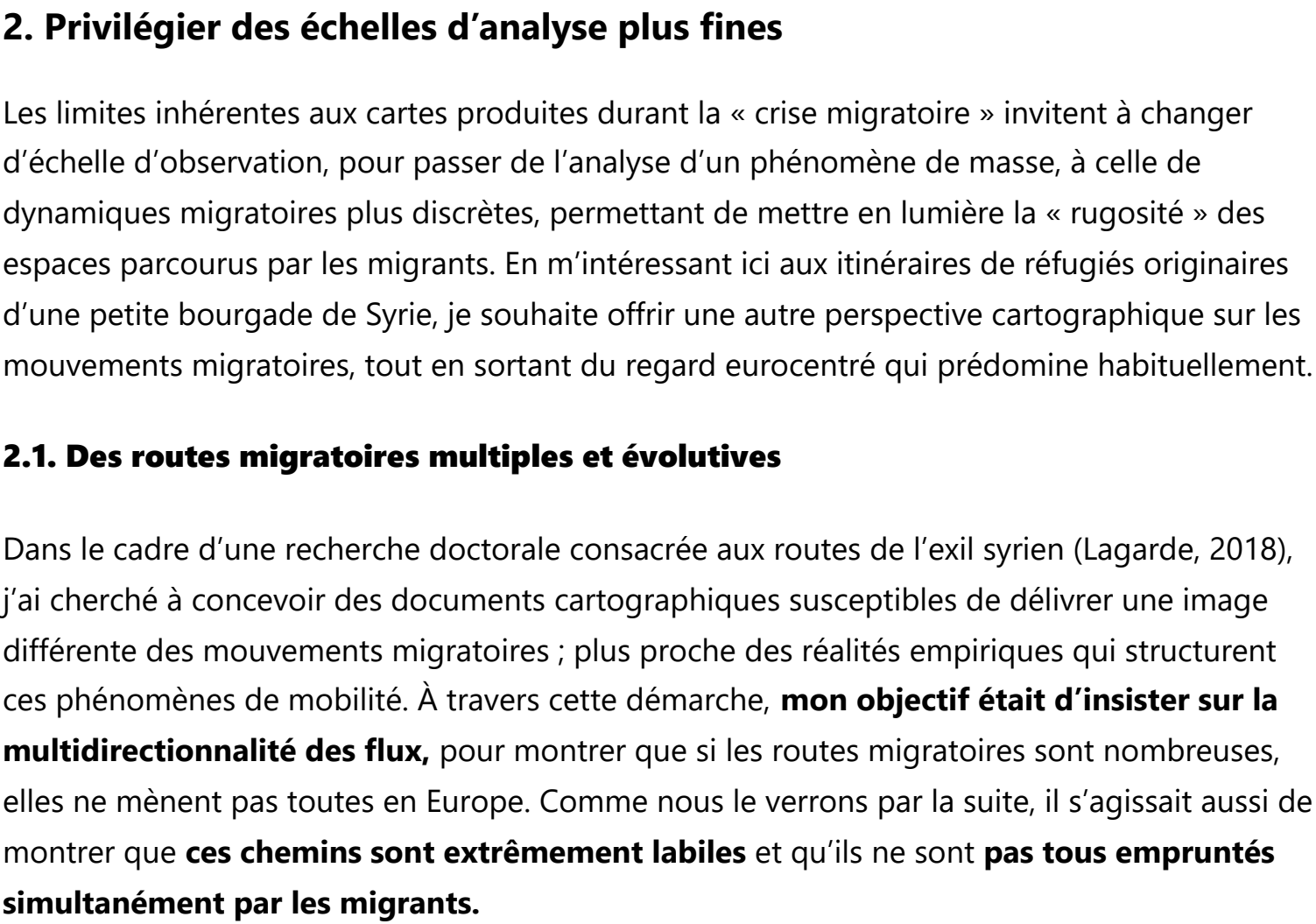


1.2. Des limites de l’esthétique

Comme on l’observe souvent en situation de crise, le support cartographique a largement été mobilisé par les agences d’expertises, les partis politiques et les médias européens, afin de témoigner du volume des flux en direction de l’Europe. Notons ici que **les cartes et les graphiques qui ont envahi l’espace médiatique durant la « crise des réfugiés » ont été élaborés à partir de données au caractère souvent hasardeux, tant il s’avère périlleux de réussir à comptabiliser avec précision des effectifs d’individus en mouvement** (Bakewell, 1999 ; Crisp, 1999). Néanmoins, en s’appuyant sur une supposée factualité statistique et l’hypothétique neutralité de la discipline cartographique, ces images bénéficient d’une terrible efficacité émotionnelle et dramatisante au sein de la société civile. Afin d’explicitier cette position, je m’appuierai sur l’exemple de cartes produites dans le contexte de la prétendue crise migratoire de 2015-2016, en portant toujours une attention particulière au cas des réfugiés syriens. **Ces illustrations permettront de mettre en lumière quelques-unes des limites inhérentes à la plupart des productions cartographiques proposées pour représenter des mouvements migratoires**.

Arrêtons-nous d’abord sur la carte intitulée *The Tide of Refugees* (document 3). Produite par Alberto Lucas López, cette très esthétique représentation de l’exode syrien a été récompensée par plusieurs prix de *data-journalism*. À la lecture des quelques lignes qui accompagnent cette carte, **l’altruisme et l’humanité de son auteur ne font aucun doute**. En plus d’évoquer les drames humains provoqués par un tel déplacement de population, celles-ci soulignent explicitement que seuls 10 % des réfugiés ont poursuivi leur route jusqu’en Europe. Mais paradoxalement, en privilégiant l’aspect esthétique au détriment du respect des règles de sémiologie cartographique (Bahoken *et al.*, 2020), **le message délivré au lecteur va à l’encontre de cette réalité**.

Document 3. Le message biaisé d’une « marée » de réfugiés



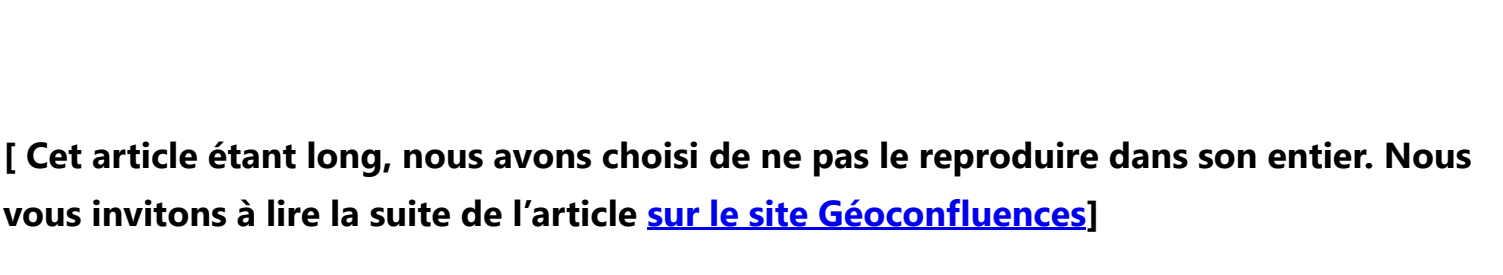
Contrairement à l’écrasante majorité des cartes publiées durant la « crise des réfugiés », celle-ci a le mérite de représenter les déplacements massifs vers les pays limitrophes de la Syrie. Néanmoins, l’auteur indique que « pour des raisons de lisibilité » (*sic*), l’échelle des flux vers l’Europe « a été multipliée par 24 » en comparaison de ceux vers le Moyen-Orient. Cette indication à beau apparaître en toutes lettres, la taille de la police utilisée est telle que cette information demeure quasiment invisible. Sur le plan cognitif, l’attention est de toute façon d’abord captée par l’épaisseur des traits symbolisant les déplacements vers l’Europe. **Ainsi, à la lecture de cette carte, la France – qui d’après les données utilisées aurait accueilli 30 000 réfugiés syriens sur son sol en 2015, soit 0,045 % de sa population totale [2] – semble faire preuve de plus de générosité que la Jordanie, un pays où résident pourtant plus de 630 000 exilés en provenance de Syrie – soit 6,33 % des habitants du royaume...**

Le graphique qui accompagne cette carte renforce cette ambiguïté, puisqu’il ne fait apparaître que les chiffres des demandes d’asile déposées par des ressortissants syriens au sein de l’UE. Enfin, la prédominance de la couleur bleue, associée au titre de la carte faisant référence à une marée (*tide*) de réfugiés (*of refugees*) véhicule implicitement l’idée qu’un tsunami en provenance de Syrie s’apprêterait à submerger l’ensemble du continent européen.

1.3. Une cartographie euro-centrée et anxiogène

La seconde carte (document 4) a été publiée par Frontex, l’agence de surveillance des [frontières](#) extérieures de l’UE. Ce document prétend faire état de l’origine des personnes entrées de manière irrégulière en Europe, entre juillet et septembre 2015 ; soit au tout début de la « crise migratoire ». **Cette image se révèle à la fois emblématique et caricaturale d’une majorité de cartes publiées au cours de cette période** (Houtum et Lacy, 2020). Soulignons tout d’abord l’épaisseur et l’orientation des flèches symbolisant ces mouvements de populations. En l’état, leur taille disproportionnée laisse penser que des millions d’individus seraient entrés irrégulièrement en Europe en l’espace de trois mois seulement. Cette ambiguïté est largement renforcée par l’absence délibérée de légende, qui ne permet pas au lecteur de connaître le nombre réel d’individus concernés par ces déplacements.

Document 4. La carte de Frontex : tordre les faits pour convaincre l’opinion d’une menace et obtenir davantage de fonds



Ces flèches grossières et unidirectionnelles, aboutissent par ailleurs « à la vision d’un espace migratoire “lisse”, c’est-à-dire où le trait de dessin continu de quelques routes migratoires occulte toutes les “aspérités” – spatiales et temporelles d’ordre politique, policier, pécuniaire... – qui jalonnent les itinéraires empruntés par les migrants » (Choplin et Pliez, 2011). Autrement dit, les images produites par Frontex laissent penser, à tort, qu’il est particulièrement facile pour les populations [migrantes](#) d’atteindre l’Europe depuis les rives méridionales et orientales du pourtour méditerranéen. Comme l’affirme Brachet, Choplin et Pliez, **ces représentations des migrations « servent d’arguments aux stratégies de la géopolitique régionale tentant de dessiner une “géographie globale des risques et des menaces” »** (Brachet *et al.*, 2011 : 3).

En résumé, si certains concepteurs de cartes – soucieux de faciliter la compréhension de l’information et guidés par leur sens de l’esthétique – ne semblent pas toujours avoir conscience de la portée du message qu’ils véhiculent, d’autres acteurs se servent **de la cartographie comme d’un outil de propagande** (Harley, 1995 ; Lambert, 2017 ; Monmonier, 1991), **visant à légitimer auprès de l’opinion publique les raisons de leur existence et l’abondance des fonds qui leur sont alloués afin d’assurer leur mission de surveillance**. Notons sur ce point qu’entre 2005 et 2015, le budget de Frontex est passé de 6,2 à 100 millions d’euros. Pour 2020, il est évalué à 420 millions d’euros !

2. Privilégier des échelles d’analyse plus fines

Les limites inhérentes aux cartes produites durant la « crise migratoire » invitent à changer d’échelle d’observation, pour passer de l’analyse d’un phénomène de masse, à celle de dynamiques migratoires plus discrètes, permettant de mettre en lumière la « rugosité » des espaces parcourus par les migrants. En m’intéressant ici aux itinéraires de réfugiés originaires d’une petite bourgade de Syrie, je souhaite offrir une autre perspective cartographique sur les mouvements migratoires, tout en sortant du regard eurocentré qui prédomine habituellement.

2.1. Des routes migratoires multiples et évolutives

Dans le cadre d’une recherche doctorale consacrée aux routes de l’exil syrien (Lagarde, 2018), j’ai cherché à concevoir des documents cartographiques susceptibles de délivrer une image différente des mouvements migratoires ; plus proche des réalités empiriques qui structurent ces phénomènes de mobilité. À travers cette démarche, **mon objectif était d’insister sur la multidimensionnalité des flux**, pour montrer que si des routes migratoires sont nombreuses, elles ne mènent pas toutes en Europe. Comme nous le verrons par la suite, il s’agissait aussi de montrer que **ces chemins sont extrêmement labiles** et qu’ils ne sont **pas tous empruntés simultanément par les migrants**.

Afin de mener à bien cette entreprise cartographique, j’ai pris le parti de déplacer le regard vers des espaces rarement considérés par les observateurs européens, bien qu’ils soient soumis à des déplacements de population nettement plus massifs et soudains que ceux observés en Europe durant la « crise des réfugiés ». Cela m’a finalement conduit à m’intéresser aux mobilités de la population de Deir Mqaren, un petit village de quelques milliers d’habitants situé à l’ouest de Damas. Partant de là, j’ai resserré encore un peu plus la focale, pour analyser plus spécifiquement leurs déplacements transfrontaliers vers la Jordanie.

Une première série de cartes de flux (document 5) offre un aperçu des multiples itinéraires empruntés par les exilés de cette bourgade, depuis 2011, afin de rallier le territoire jordanien. Ces figures, basées sur un échantillon de 125 personnes, ont été construites grâce aux informations collectées auprès de 23 enquêtés, interrogés à partir des questions suivantes : *Qui dans votre entourage a quitté Deir Mqaren pour s’installer en Jordanie ? ; Quand est-ce que cette personne a quitté le village ? ; Par quel lieu est-elle entrée ? ; Où s’est-elle installée en arrivant ?*. Les réponses ainsi obtenues permettent de distinguer **quatre types de routes différentes. La voie aérienne**, qui permet d’atteindre l’aéroport d’Amman depuis Damas ou Beyrouth. Ensuite, **l’axe routier « historique »**, connectant la Syrie au nord de la Jordanie, permet d’entrer sur le territoire du royaume Hachémite par le poste frontière officiel de Nassib-Jaber. Viennent enfin **deux itinéraires « clandestins »**, qui ont été ouverts depuis le début du conflit. Le premier a permis à des centaines de milliers d’individus recherchés par le régime ou ne disposant pas de passeport d’entrer sur le territoire jordanien via une série de points de passages informels situés à l’ouest de la frontière (Roussel, 2015), avant de poursuivre vers le camp de réfugiés de Zaatari (Georges, 2014). Le second traverse quant à lui le désert de Syrie, pour rejoindre le campement de déplacés de Hadalaat, puis le camp d’Azraq en Jordanie.

Document 5. Les flux entre Deir Mqaren et la Jordanie, 2011-2014, une dynamique globale

[Cet article étant long, nous avons choisi de ne pas le reproduire dans son entier. Nous vous invitons à lire la suite de l’article [sur le site Géoconfluences](#)]